



JANVIER
2025



L'Indo-Pacifique face à Trump II

Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam

Centre Asie

Sous la direction de Marc JULIENNE

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0972-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Tokyo, Japon – 18 novembre 2024 : Donald Trump sur la couverture du numéro japonais de *Newsweek* © Hiroshi-Mori-Stock/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Marc Julienne (dir.), « L’Indo-Pacifique face à Trump II.

Dans l’étreinte brutale de l’oncle Sam », *Asie.Visions*, n° 144, Ifri, janvier 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : + 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : + 33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Asie.Visions

L'Asie, et son pendant maritime l'Indo-Pacifique, émergent comme le centre névralgique des relations internationales contemporaines, du fait de leur poids économique et commercial, technologique, démographique, militaire, et donc politique. À travers sa collection *Asie.Visions*, le Centre Asie de l'Ifri explore cette vaste région *via* ses facettes politique, économique, sécuritaire et sociale et selon des échelles locale, nationale, régionale ou internationale, alternant les approches aréales, thématiques et sectorielles. Le Centre Asie mobilise pour ce faire ses propres chercheurs ainsi qu'un réseau d'experts internationaux, souvent basés en Asie. La collection *Asie.Visions* vise ainsi à jeter des ponts entre l'Asie et l'Europe en offrant des perspectives croisées et originales.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Marc Julienne

Équipe éditoriale : Céline Pajon, Françoise Nicolas, John Seaman

Auteurs

- ▀ **Léonie Allard**, chercheuse invitée, Centre Europe, Atlantic Council.
- ▀ **Marc Julienne**, directeur, Centre Asie de l'Ifri.
- ▀ **Christian Lechervy**, conseiller, Centre Asie de l'Ifri.
- ▀ **Juliette Loesch**, chercheuse associée, Centre Asie de l'Ifri ; doctorante en science politique à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).
- ▀ **Sylvia Malinbaum**, chercheuse, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud, Centre Asie de l'Ifri.
- ▀ **Françoise Nicolas**, conseillère, Centre Asie de l'Ifri.
- ▀ **Céline Pajon**, chercheuse, responsable de la recherche Japon et Indo-Pacifique, Centre Asie de l'Ifri.
- ▀ **Isabelle Saint-Mézard**, chercheuse associée, Centre Asie de l'Ifri ; professeure des universités et directrice adjointe d'IFG Lab à l'Institut français de géopolitique de l'université de Paris 8.
- ▀ **John Seaman**, chercheur, Centre Asie de l'Ifri.

Résumé

L'équipe du Centre Asie de l'Ifri présente dans cette note collective une évaluation synthétique et non exhaustive des relations qui se dessinent entre les États-Unis sous l'administration Trump II et certains des principaux acteurs de l'Indo-Pacifique.

Sous l'administration Trump II, la stratégie américaine dans l'Indo-Pacifique devrait s'inscrire dans une continuité bipartisane, marquée par la compétition stratégique avec la Chine. L'accent sera mis sur la pression économique, notamment *via* de nouvelles sanctions commerciales, et sur un engagement militaire et technologique accru pour contrer Pékin. Les alliés et partenaires de la région, tels que Taïwan, le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et l'Australie, continueront d'être mobilisés pour renforcer leur posture face à la Chine, tandis que des pressions pour augmenter leurs dépenses militaires et acheter des armements américains se poursuivront.

Cependant, des facteurs externes, tels que l'instabilité politique en Corée du Sud et la montée des tensions dans le détroit de Taïwan, pourraient compliquer la mise en œuvre de cette stratégie. En Asie du Sud-Est, l'équilibre fragile entre la dépendance économique à la Chine et la sécurité fournie par les États-Unis reste une ligne de tension majeure.

En somme, l'administration Trump II devrait poursuivre une politique d'engagement déterminée, parfois brutale, avec ses partenaires en Indo-Pacifique, tout en intensifiant la pression sur Pékin et en adaptant ses priorités aux défis géopolitiques émergents.

Abstract

In this collective analysis, the research team of the Center for Asian Studies presents a synthetic and non-exhaustive assessment of the relations taking shape between the United States (US) under the Trump II administration and some of the main players in the Indo-Pacific.

Under the Trump II administration, US strategy in the Indo-Pacific is likely to be part of a bipartisan continuum, marked by strategic competition with China. The emphasis will be on economic pressure, notably *via* new trade sanctions, and increased military and technological engagement to counter Beijing. Washington's allies and partners in the region, such as Taiwan, Japan, South Korea, the Philippines and Australia, will continue to be mobilized to strengthen their posture against China, while pressure to increase their military spending and purchase US armaments will continue.

However, external factors such as political instability in South Korea and rising tensions in the Taiwan Strait could complicate the implementation of this strategy. In Southeast Asia, the delicate balance between economic dependence on China and security provided by the US remains a major line of tension.

In sum, the Trump II administration is likely to pursue a determined, sometimes brutal, policy of engagement with its partners in the Indo-Pacific, while stepping up pressure on Beijing and adapting its priorities to emerging geopolitical challenges.

Sommaire

INTRODUCTION	7
CHINE/ÉTATS-UNIS : LE MAINTIEN DES FONDAMENTAUX DE LA RIVALITÉ	11
Marc Julienne	
TAÏWAN : PARTENAIRE INDISPENSABLE À WASHINGTON DANS SA RIVALITÉ AVEC PÉKIN.....	14
John Seaman et Marc Julienne	
JAPON : RENFORCER LE STATUT D'ALLIÉ INCONTOURNABLE	17
Céline Pajon	
LA CORÉE DU SUD FACE AU RETOUR DE TRUMP : DÉFIS STRATÉGIQUES ET INCERTITUDES NATIONALES.....	20
Céline Pajon et Françoise Nicolas	
CORÉE DU NORD : LA NOUVELLE DONNE STRATÉGIQUE	23
Léonie Allard	
L'ALLIANCE AMÉRICANO-PHILIPPINE : PIVOT DE LA STRATÉGIE DE TRUMP II EN ASIE DU SUD-EST.....	26
Juliette Loesch	
INDE/ÉTATS-UNIS : VERS DE NOUVEAUX SOMMETS ?	29
Sylvia Malinbaum et Isabelle Saint-Mézard	
AUSTRALIE : VERROUILLER L'ALLIANCE STRATÉGIQUE AVEC WASHINGTON	32
Céline Pajon et Françoise Nicolas	
TRUMP II ET LE PACIFIQUE INSULAIRE : CONTINUITÉ STRATÉGIQUE FACE À LA CHINE	35
Christian Lechervy	

Introduction

Alors que Donald Trump réintègre la Maison-Blanche, les Asiatiques comme les Européens appréhendent son imprévisibilité caractéristique et les potentiels bouleversements qu'il pourrait provoquer.

Pourtant, la politique de Trump vis-à-vis de la région indopacifique durant son premier mandat de 2017 à 2021, s'avère non seulement cohérente, mais aussi en phase avec celles de ses prédécesseur et successeur démocrates, Barack Obama et Joe Biden. Certaines de ses stratégies, comme le fait de porter la compétition avec la Chine sur le terrain technologique, sont devenues largement bipartisanes.

Ainsi, Donald Trump a moins marqué un tournant dans la politique américaine vers l'Asie et l'Indo-Pacifique qu'un changement de style. Le style Trump est rudimentaire et indiscriminé (certains diraient grossier), et néanmoins efficace. Il repose sur le rapport de force – politique, militaire et commercial – qu'il impose autant à ses compétiteurs qu'à ses partenaires, avec un instrument auquel il voue un culte assumé : les droits de douane.

L'équipe du Centre Asie de l'Ifri présente dans cette note collective une évaluation synthétique et non exhaustive des relations qui se dessinent entre les États-Unis sous l'administration Trump II et certains des principaux acteurs de l'Indo-Pacifique.

Les fondamentaux de la stratégie indopacifique perdurent

La compétition stratégique avec la Chine va rester la priorité de Washington. Les mesures de coercition mises en place par le gouvernement Biden dans le domaine technologique pour freiner l'innovation chinoise seront vraisemblablement pérennisées. Toutefois, Trump pourrait s'attaquer encore davantage à la principale vulnérabilité de Pékin aujourd'hui : l'économie. L'application de nouvelles sanctions commerciales ciblant les exportations risque de fragiliser une économie chinoise déjà en crise. Dans un tel scénario, les réactions des autorités chinoises sont difficiles à prévoir, tout comme les conséquences sur l'économie mondiale.

Sous Trump II, les Américains ne se désengageront pas de la région indopacifique. Les injonctions à augmenter les dépenses militaires visent moins à rompre les alliances et à abandonner les alliés et partenaires, qu'à leur vendre davantage d'armements et réduire les coûts d'entretien des nombreuses bases américaines dans le Pacifique occidental.

Alliés et partenaires subissent déjà les pressions américaines pour augmenter leur budget de défense, réduire les éventuels excédents commerciaux et adopter une posture plus ferme face à la Chine. Nombre d'entre eux ont commencé à se conformer à cette ligne. Le Japon fait sa mue militaire ; les Philippines musclent leur posture et leur stratégie ; Taïwan tend vers une stratégie de défense asymétrique conformément aux demandes de Washington ; l'Australie investit massivement dans la modernisation de son outil militaire.

Taïwan restera un partenaire indispensable dans la stratégie américaine. L'île dispose d'une position géographique stratégique en tant que verrou de la première chaîne d'îles limitant l'accès de la République populaire à l'océan Pacifique. De plus, Taïwan s'est habilement rendu indispensable à la primauté technologique des États-Unis, grâce à son industrie de pointe de semi-conducteurs.

La relation des États-Unis avec l'Inde ne devrait pas non plus être remise en cause compte tenu de la solidité du partenariat, qui s'est d'ailleurs renforcé sous l'administration Trump I, et des affinités personnelles entre Modi et Trump.

Les facteurs de changement

En dépit de ces fondamentaux, des changements exogènes à la politique américaine pourraient contrarier la stratégie de Washington dans la région.

La Corée du Sud se trouve au milieu du gué : coincée entre une Corée du Nord nucléarisée et une Chine de plus en plus coercitive, elle traverse une grave crise politique. Séoul s'interroge sur son avenir, y compris sur l'hypothèse d'une émancipation stratégique par le développement de l'arme nucléaire.

En Asie du Sud-Est, à l'exception des Philippines qui ont renforcé leur alliance avec Washington en 2023, la plupart des autres États restent dans l'expectative, tiraillés entre leur dépendance économique à la Chine et leur attachement à la présence militaire américaine pour maintenir la stabilité de la région. L'intérêt de chacun est donc de maintenir une stratégie d'équilibre entre les deux grandes puissances en espérant que perdure le *statu quo* aussi longtemps que possible.

La stabilité dans le détroit de Taïwan reste une source de préoccupation majeure. La Chine a considérablement accru la pression militaire dans le détroit et autour de Taïwan ces dernières années. La nouvelle administration républicaine pourrait adopter une posture militaire plus affirmée que les démocrates sur le théâtre est-asiatique, conduisant potentiellement à davantage de tensions voire de frictions.

Enfin, une autre transformation structurante, à laquelle l'administration Trump II devra faire face, est l'interconnexion croissante des théâtres européen et asiatique, accélérée par la signature de l'alliance russo-nord-coréenne en juin 2024 et l'implication de Pyongyang dans la guerre en Ukraine. Les retombées de cette alliance pour les équilibres stratégiques en Europe et en Asie sont encore difficiles à mesurer. Elle pourrait donner lieu à une plus grande coordination trilatérale entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord, ou au contraire créer des tensions entre les trois partenaires. Le débat reste ouvert, y compris entre les auteurs de cette note.

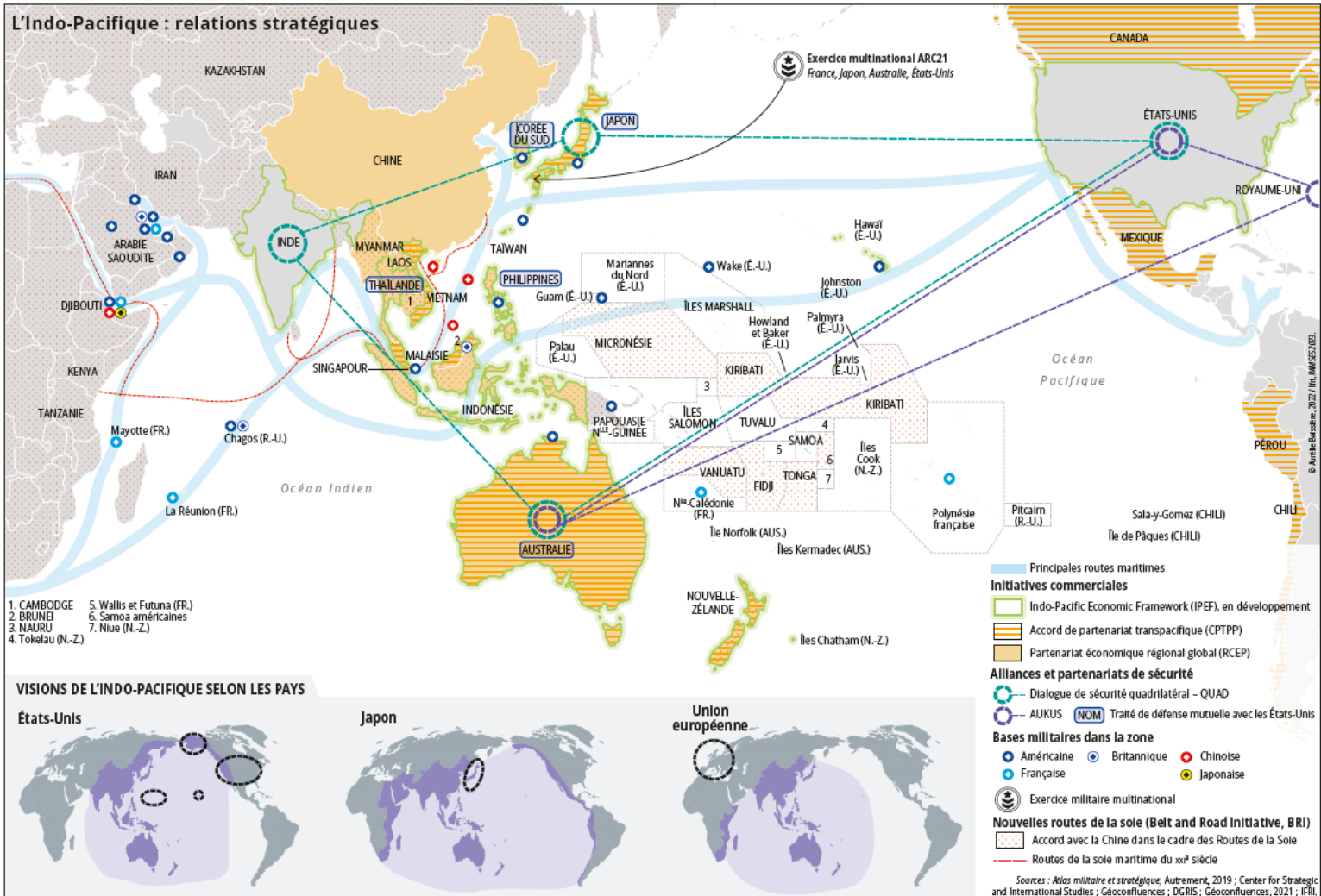
Quid des Européens ?

À moins d'un coup de folie, d'un auto-isolement ou du remplacement soudain de l'ensemble de son entourage et de ses ministres, il semble donc que l'administration Trump II suivra une trajectoire connue : celle de la compétition avec la Chine et d'un engagement, certes rude voire rugueux, avec les partenaires et alliés de la région.

Si cette analyse s'avère juste pour l'Indo-Pacifique, elle ne saurait s'appliquer au reste du monde, notamment aux voisins canadien et mexicain, ainsi qu'à l'Europe, qui se trouve dans une situation encore plus précaire qu'au cours du premier mandat de Trump. Les choix de Donald Trump sur la guerre en Ukraine auront des conséquences directes sur la sécurité de l'Union européenne (UE), dont les capacités de réaction restent profondément incertaines.

Malgré une marge de manœuvre limitée, l'Europe dispose d'un atout face à la Chine. La probable guerre commerciale que Washington semble déterminé à mener rendra en effet le marché européen indispensable, voire crucial, pour permettre à l'économie chinoise de se maintenir à flot. L'UE pourra ainsi négocier fermement avec Pékin, à condition que le cap de la souveraineté et de l'autonomie européenne soit clairement défini et largement soutenu.

L'Indo-Pacifique : relations stratégiques



Source : T. de Montbrial et D. David, Ramses 2023. L'Europe dans la guerre, Paris, Ifri/Dunod, 2022 © Aurélie Boissière/Ifri, 2022.

Chine/États-Unis : le maintien des fondamentaux de la rivalité

Marc Julienne

Donald Trump est, non sans raison, souvent taxé d'imprévisible. Cependant, au regard de son premier mandat et de l'orientation que prend son second, on peut anticiper une certaine constance dans les fondamentaux de la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine.

La constance de la ligne anti-Chine de Trump

Lors de son premier mandat, Donald Trump s'est illustré par sa ligne dure contre la Chine. Dès la campagne électorale de 2016, il a martelé les menaces que la Chine faisait peser sur les États-Unis : le creusement du déficit commercial, la concurrence déloyale et la désindustrialisation du pays.

Dès 2017, l'administration Trump I a promu la stratégie pour un « Indo-Pacifique libre et ouvert », largement fondée sur le rapport de force et visant à contrer la montée en puissance de la Chine, qualifiée de « compétiteur stratégique ». Cette stratégie s'inscrit néanmoins dans la continuité du « rééquilibrage stratégique vers l'Asie » portée par le président Obama.

En 2018, Trump déclare la guerre commerciale avec la Chine. Il impose des droits de douane toujours plus élevés sur les produits chinois, donnant lieu à une riposte chinoise de moindre mesure, mais douloureuse pour l'économie américaine, notamment l'agriculture. En 2019, Washington et Pékin entament des négociations aboutissant à la signature de l'accord « Phase 1 Deal » en janvier 2020. Cet accord n'a toutefois pas atteint les objectifs fixés et la pandémie de Covid-19 est venue bouleverser les échanges mondiaux.

En 2019, dans le contexte du déploiement des infrastructures de télécommunication 5G, marché dont les États-Unis sont absents, Trump prend des mesures de restrictions fortes à l'encontre d'entreprises chinoises de la tech : ZTE, Huawei, puis SMIC, WeChat et TikTok. C'est le début de la guerre technologique qui est aujourd'hui encore l'épicentre de la rivalité entre les deux puissances, et sur laquelle s'est portée l'essentielle de l'offensive de l'administration Biden.

De cette rétrospective de l'administration Trump I et au vu des premières nominations et déclarations de l'administration Trump II, il semble faire peu de doute que la nouvelle équipe dirigeante appliquera les mêmes méthodes pour faire face à une Chine considérée comme la principale menace stratégique des États-Unis.

Dans la nouvelle équipe, Michael Waltz, conseiller à la sécurité nationale, et Marco Rubio, secrétaire d'État, sont des vétérans de la politique connus pour leurs positions extrêmement dures à l'égard de la Chine. Le sénateur Rubio, en particulier, qui a pris part à tous les combats contre la Chine – notamment les Ouïghours, Hong Kong et le Covid-19 – a été sanctionné deux fois par Pékin. La nomination d'Elbridge Colby comme sous-secrétaire à la politique de défense indique également la priorisation de la Chine sur le plan militaire.

Sur le plan commercial, ce ne sont que des fidèles de Trump, chantres du protectionnisme, des droits de douane et du *decoupling* qui ont été nommés. Le secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, le conseiller au Commerce et à l'industrie, Peter Navarro, et le représentant au Commerce, Jamieson Greer, disciple du non moins influent Robert Lighthizer, constituent l'équipe de Trump qui annonce d'ores et déjà un traitement de choc contre la Chine.

Certes, Elon Musk, patron de Tesla et ayant des intérêts importants en Chine, est une nouvelle figure qui dénote au sein du reste l'équipe. Toutefois, en dépit (ou à cause) de son poids financier, industriel et médiatique, Musk ne parviendra vraisemblablement pas à contrebalancer l'ensemble de la garde rapprochée de Trump.

Trump est un *deal-maker*, mais à l'image de son premier mandat, l'attrait du *deal*, ne devrait pas prendre le pas sur les menaces posées par la Chine, telles qu'identifiées par la majorité de son entourage et la communauté stratégique américaine.

Chine : l'appréhension d'une nouvelle guerre commerciale

Vu de Pékin, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche est perçu avec une certaine fébrilité dans un contexte de grande vulnérabilité économique du pays.

Le secteur de l'immobilier étant atone comme la consommation, l'économie est désormais tirée par les exportations, grâce à la forte compétitivité des produits chinois et à un outil de production extrêmement performant. Une nouvelle hausse des droits de douane en 2025, tel qu'annoncé par Trump, pourrait donc fragiliser davantage l'économie chinoise.

La Chine cherche à éviter ce scénario en renforçant d'abord les autres piliers de la croissance. Les autorités ont indiqué que la priorité était la consommation, mais les mesures prises jusqu'alors sont encore trop timorées pour susciter le retour de la confiance des ménages et des entreprises. Pékin prépare par ailleurs des contre-mesures, comme les restrictions aux exportations de métaux critiques. Un embargo « de principe » a d'ores et déjà été imposé sur l'exportation de gallium, germanium et antimoine vers les États-Unis. Toutefois, ces mesures peuvent se révéler à double tranchant pour Pékin car elles encouragent les politiques de *derisking* américaines et européennes.

Quand bien même Trump chercherait à négocier un nouvel accord commercial avec Xi, à l'image du « Phase 1 Deal », il y a fort à parier qu'il appliquera au préalable une pression maximale afin de s'asseoir à la table des négociations dans une position avantageuse, comme en 2019.

Sur la question ultrasensible du détroit de Taïwan, Pékin voudra continuer d'affirmer sa posture militaire coercitive, mais pourrait faire face à une armée américaine moins encline au dialogue et davantage à la démonstration de force que ne l'était l'administration Biden. Cela posera des défis aux deux parties pour répondre sans provoquer d'escalade.

Taiwan : partenaire indispensable à Washington dans sa rivalité avec Pékin

John Seaman et Marc Julienne

L'administration Trump I est sans doute celle qui a le plus ouvertement soutenu Taïwan depuis que Washington a rompu les liens diplomatiques au profit de la République populaire de Chine (RPC) en 1979. Ainsi, en dépit des pressions habituelles, notamment commerciales, dont Trump est coutumier, on peut s'attendre à une certaine continuité dans les relations entre Taipei et Washington.

Un engagement renouvelé aux côtés de Taïwan depuis Trump I

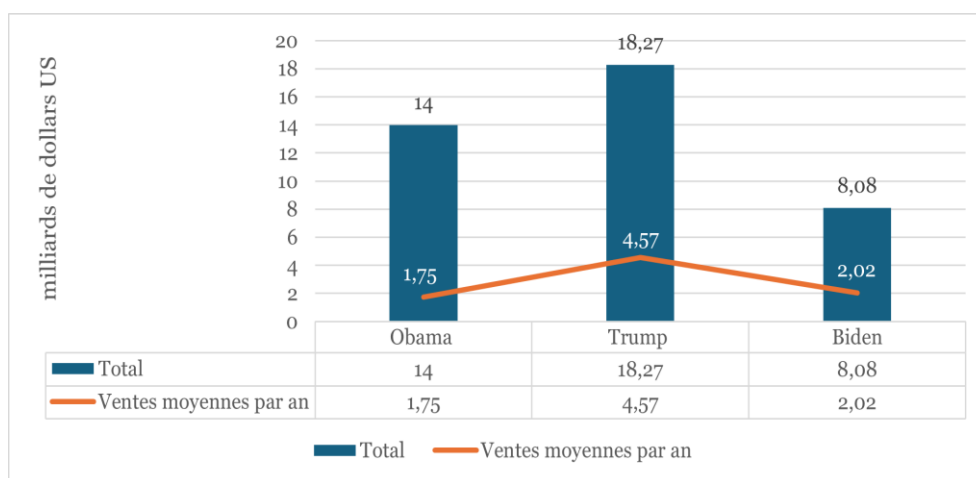
Sur les plans diplomatique, militaire et commercial, les États-Unis de la première administration Trump ont renforcé leur engagement avec Taipei dans un contexte de tensions croissantes avec Pékin.

Engagement diplomatique. Avant même son investiture en janvier 2017, Donald Trump a accepté et rendu public une communication téléphonique peu protocolaire avec la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, qui le félicitait de sa victoire. En mars 2018, les États-Unis ont adopté le *Taiwan Travel Act*, qui permet aux responsables américains de niveau fédéral de se rendre à Taïwan, et *vice versa*, et de rencontrer leurs homologues taïwanais. Se sont ainsi rendus à Taïwan en 2020 Alex Azar, secrétaire à la Santé, le plus haut responsable de l'exécutif américain à s'être jamais rendu sur l'île, et Keith Krach, sous-secrétaire d'État et le plus haut responsable diplomatique à effectuer une telle visite.

Engagement militaire. Au cours des quatre années de mandat de Donald Trump, les États-Unis ont également transféré plus d'armes à Taïwan (18,27 milliards de dollars) qu'au cours des huit années de l'administration Obama (14 milliards de dollars), qui avait déjà fourni plus d'armes que les administrations précédentes. En outre, en 2020, la Marine américaine a traversé le détroit de Taïwan à treize reprises, soit le nombre le plus élevé depuis au moins quatorze ans.

Par ailleurs, Trump ne devrait pas remettre en question les innovations stratégiques et industrielles mises en œuvre par l'administration Biden, notamment le programme *Replicator* consistant à produire massivement des drones, et le concept de « *Hellscape* » visant à saturer le détroit de Taïwan de ces drones en cas d'offensive de Pékin sur l'île.

Ventes d'armes américaines à Taïwan sous les administrations Obama, Trump et Biden



Source : *Forum on the Arms Trade*, www.forumarmstrade.org, consulté le 20 décembre 2024.

Engagement commercial. Taipei et Washington cherchent tous deux à réduire leur dépendance commerciale à la Chine depuis 2016. Ainsi, c'est sous l'administration Trump I que l'investissement emblématique de Taiwan Semiconductor Manufacturing Corporation (TSMC) en Arizona a été négocié pour 65 milliards de dollars. Les semi-conducteurs sont au cœur de la relation stratégique entre les États-Unis et Taiwan et expliquent le déficit commercial des premiers envers le second qui s'élevait à 67 milliards de dollars en 2024.

Donald Trump réintègre la Maison-Blanche dans un contexte de crise dans le détroit de Taïwan, où la Chine augmente considérablement la coercition militaire sur l'île. Plus que de l'intimidation, ces exercices d'ampleur historique ont pour objectif la formation et la montée en puissance de l'Armée populaire de libération (APL) pour conduire une potentielle offensive future. Cette coercition accrue a exercé une certaine pression sur la politique américaine d'« ambiguïté stratégique » à l'égard de Taïwan, qui prévaut depuis 1979. Le président Joe Biden a, à quatre reprises, déclaré publiquement qu'il défendrait Taïwan, bien que son administration ait à chaque fois précisé que l'« ambiguïté stratégique » demeurerait la seule ligne officielle. Donald Trump s'est gardé de se prononcer sur ce point, mais presse Taipei de dépenser significativement plus pour sa défense, de 5 à 10 % de son produit intérieur brut (PIB), contre

2,45 % actuellement. Dans l'entourage du président, le sous-secrétaire à la politique de défense Elbridge Colby soutient fermement cette ligne et considère également que Washington doit accorder la priorité à Taïwan plutôt qu'à l'Ukraine en matière de fournitures d'armes.

Taïwan : une confiance qui n'exclut pas la vigilance vis-à-vis de la nouvelle administration

Au regard du bilan positif que dressent les responsables politiques taïwanais de l'administration Trump I, ils se disent aujourd'hui confiants à l'égard de la nouvelle administration entrante. Toutefois, Trump ayant un tempérament erratique, ils savent qu'il est crucial de convaincre le président américain du caractère indispensable de Taïwan pour les États-Unis. Traditionnellement, Taipei met en valeur deux arguments pour arrimer le partenaire américain : l'île est un phare de la démocratie face à une RPC autocratique ; son industrie des semi-conducteurs est indispensable à la prospérité économique mondiale. S'il est probable que l'argument de la démocratie ne trouve pas grâce aux yeux de Donald Trump, celui des semi-conducteurs sera certainement plus convaincant. Taïwan pourrait également augmenter son budget de défense et cherche d'ores et déjà à sécuriser de nouveaux contrats d'armements avec Washington, de manière à apaiser Donald Trump. Les Taïwanais se disent même intéressés par l'acquisition de chasseurs F-35 et de destroyers antimissiles *Aegis*, qui ne manqueraient pas de déclencher l'ire de Pékin si les Américains y consentaient.

Le contexte de politique intérieure à Taïwan place enfin le président Lai Ching-te dans une situation délicate. Son parti, le Parti démocrate progressiste, ne disposant pas de la majorité au Parlement (Yuan législatif), pourrait voir l'opposition contrer certaines mesures ou utiliser toute forme de tension avec les États-Unis contre lui.

Japon : renforcer le statut d'allié incontournable

Céline Pajon

La relation nippo-américaine est sortie renforcée du premier mandat de Donald Trump grâce au leadership du Premier ministre Shinzo Abe, qui avait su nouer une relation de confiance avec le président républicain et faire preuve d'un fort activisme diplomatique. En 2025, le chef du gouvernement japonais, Shigeru Ishiba, dépourvu de majorité, ne dispose pas des mêmes atouts pour peser auprès de Trump. Il peut toutefois capitaliser sur le bilan de ses prédécesseurs, qui ont œuvré pour faire du Japon un allié capable et fiable, dont les États-Unis ne peuvent se passer.

Une relation bilatérale solide sous Trump I, portée par le leadership d'Abe

Durant le premier mandat de Donald Trump, le Japon a su naviguer habilement dans une période marquée par l'imprévisibilité de l'administration américaine, parvenant même à consolider sa position au sein de l'alliance.

Abe a été le premier dirigeant étranger à rencontrer Trump avant même son investiture, lui permettant de faire passer ses messages et de bâtir une relation de confiance. Devançant l'approche transactionnelle du nouveau président, il a mis en avant les efforts déployés depuis 2013 pour normaliser la posture de défense du Japon : adoption d'une stratégie de sécurité nationale inédite, relance des dépenses militaires (+ 12 % entre 2012 et 2020) qui bénéficient largement à l'industrie de défense américaine (commande d'une centaine de chasseurs F-35) et rééquilibrage des rôles au sein de l'alliance en permettant aux Forces d'autodéfense japonaises (FAD) d'exercer, dans un cadre limité, leur droit à « l'autodéfense collective ».

Shinzo Abe a également promu son concept d'« Indo-Pacifique libre et ouvert », présenté en août 2016, qui sera ensuite adopté par l'administration Trump en lieu et place du « pivot asiatique » de l'ère Obama. En 2017, c'est également sous l'impulsion d'Abe que le Dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad), regroupant le Japon, les États-Unis, l'Inde et l'Australie, est relancé, dans le but de renforcer durablement les liens entre Washington et l'Asie tout en constituant un contrepoids à la Chine.

Dès les premiers jours de son mandat, le président Trump a pris la décision de retirer les États-Unis du Partenariat transpacifique (TPP), une démarche contraire aux intérêts de Tokyo. En réponse, Shinzo Abe a décidé de reprendre l'accord en main, assurant sa mise en œuvre sans la participation de Washington. En parallèle, il a conclu un partenariat ambitieux avec l'Union européenne (UE) afin de préserver un cadre commercial libéral et de contrer les ambitions chinoises.

Cependant, Abe a dû céder aux pressions américaines en signant un accord bilatéral en octobre 2019, afin d'éviter une guerre commerciale avec les États-Unis, alors que Trump faisait de la réduction du déficit commercial (estimé à 70 milliards de dollars en faveur du Japon) une priorité.

La posture stratégique du Japon renforcée, mais un leadership politique affaibli

Les tentatives du Premier ministre Shigeru Ishiba pour rencontrer Donald Trump avant son investiture sont restées vaines, laissant présager une relation moins fluide qu'avec Abe. Ishiba, un expert des questions de défense, saura toutefois mettre en avant les réformes structurelles ambitieuses qui ont considérablement renforcé la position stratégique du Japon pour son allié.

Fin 2022, le gouvernement dirigé par son prédécesseur, Fumio Kishida, s'est engagé à doubler le budget de défense du Japon pour atteindre 2 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2027, marquant un tournant historique dans la politique de défense nationale. Cette augmentation substantielle inclut le développement de capacités de contre-attaque, notamment *via* l'acquisition d'armements avancés tels que les systèmes *Aegis* et les missiles *Patriot*, fournis par les États-Unis.

Lors de sa visite à Washington en avril 2024, Kishida et le président Joe Biden ont proclamé l'entrée dans une « nouvelle ère » pour l'alliance nippo-américaine, caractérisée par une coopération plus étroite, mieux intégrée et institutionnalisée. Parallèlement, le Japon a renforcé ses partenariats stratégiques et ses quasi-alliances avec des acteurs clés de la région, notamment l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud et les Philippines. En se positionnant au centre d'un réseau interconnecté de partenariats, Tokyo soutient non seulement l'influence américaine dans l'Indo-Pacifique, mais contribue également à arrimer les États-Unis dans cette région stratégique.

Pourtant, l'administration Trump pourrait exiger encore davantage du Japon lors de la renégociation en 2026 de sa contribution au maintien des 50 000 soldats américains sur son territoire. Par ailleurs, Elbridge Colby, nommé sous-secrétaire à la politique de défense, a exhorté Tokyo à plusieurs reprises d'augmenter ses dépenses de défense à 3 % du PIB.

Des divergences pourraient également ressurgir sur le dossier nord-coréen, Trump ayant par le passé cherché à conclure un accord avec Pyongyang, en décalage avec les priorités japonaises. En matière commerciale enfin, le Japon figurera sans doute sur la liste des pays dont Trump veut taxer les importations, et risque de subir les effets collatéraux de la guerre technologique sino-américaine.

La Corée du Sud face au retour de Trump : défis stratégiques et incertitudes nationales

Céline Pajon et Françoise Nicolas

Le retour de Trump à la tête des États-Unis constitue un défi de taille tant pour la sécurité de la République de Corée que pour son économie. Si Séoul s'est progressivement rapproché de la ligne américaine face à la Chine, des inquiétudes demeurent quant à l'attitude de Trump face à la Corée du Nord, et son attachement à l'alliance.

Le premier mandat de Donald Trump a été vécu comme une épreuve pour la Corée du Sud. La politique protectionniste du président américain avait menacé les exportations sud-coréennes vers les États-Unis, alors même que la guerre commerciale lancée par Washington contre Pékin – et que Séoul était pressé de suivre – mettait en péril le commerce avec la Chine, dont de la Corée du Sud était dépendante.

Sur le plan de la défense, Trump avait menacé de retirer les troupes américaines de Corée du Sud (28 500 personnels), à moins que Séoul ne quadruple sa contribution aux frais de fonctionnement des bases. Les discussions sont restées dans l'impasse jusqu'à un accord avec l'administration Biden. Anticipant de nouvelles difficultés sous le second mandat de Trump, les États-Unis et la Corée du Sud ont conclu fin 2024 un nouvel accord quinquennal sur le partage des coûts liés au maintien des troupes américaines. À partir de 2026, les deux pays ont convenu d'augmenter la contribution de Séoul de 8,3 %.

Un alignement Corée du Sud/États-Unis sans précédent avec Yoon Suk-yeol

Le président conservateur Yoon Suk-yeol, élu en mai 2022, a opté pour un renforcement du rôle international de la Corée du Sud, consolidant son alliance avec Washington et affirmant un alignement plus étroit avec les intérêts américains. Cela s'est traduit par l'adoption d'une stratégie pour l'Indo-Pacifique et une position plus ferme face à la Chine, marquant un tournant par rapport à une approche centrée sur la péninsule coréenne. Séoul a également franchi une étape importante en se rapprochant de Tokyo, facilitant la tenue d'un sommet trilatéral historique à Washington

en août 2023, et ouvrant ainsi la voie à une institutionnalisation de la coopération de sécurité entre les trois pays.

L'administration Yoon a également approfondi ses engagements économiques envers Washington en adhérant au Cadre économique pour l'Indo-Pacifique (IPEF) proposé par l'administration Biden et le dialogue « Chip 4 » entre les fabricants de semi-conducteurs, incluant le Japon et Taïwan. Elle a soutenu les investissements aux États-Unis des entreprises sud-coréennes, telles que Samsung, LG et Hyundai, dans le secteur stratégique des batteries. Ceci lui a permis d'obtenir en octobre 2023 une dérogation du Département du Commerce au bénéfice des fabricants de puces coréens soumis aux contrôles d'exportations américains (Samsung Electronics et SK Hynix), leur permettant d'envoyer certains équipements vers leurs usines de semi-conducteurs en Chine.

En 2023, la Corée du Sud est donc passée d'un excédent à un déficit commercial avec la Chine, tandis que les États-Unis sont devenus son principal partenaire commercial avec lequel elle continue d'enregistrer un excédent. L'économie coréenne reste donc très exposée aux mesures protectionnistes évoquées par Trump et les restrictions à l'importation de produits sud-coréens, tels que l'acier, l'aluminium et les panneaux solaires, imposées sous l'administration Trump I, restent encore en vigueur.

Dans le même temps, l'attitude sud-coréenne face à Pékin s'est durcie : Yoon a été le premier président coréen à participer à un sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 2022 à Madrid, et a clairement dénoncé toute « tentative de changer le *statu quo* par la force » dans le détroit de Taïwan. Il s'est toutefois efforcé de maintenir une relation stable, facilitant un sommet Chine/Japon/Corée en novembre 2023.

Incertitudes sur le futur positionnement de Séoul

Échaudé par les tentatives unilatérales de Trump lors de son premier mandat pour négocier un accord avec la Corée du Nord, le prochain gouvernement à Séoul réclamera sans doute d'être étroitement associé à de telles démarches. Sous le gouvernement conservateur, la possibilité pour la Corée du Sud de se doter d'armes nucléaires en réponse à une politique trop conciliatrice de Washington vis-à-vis de Pyongyang et de la crainte d'un désengagement américain n'était plus considérée comme un tabou. Reste à voir si l'opposition y serait également favorable.

Le départ annoncé du président Yoon, à la suite de sa tentative d'imposer la loi martiale en décembre 2024, plonge le pays dans l'incertitude. Un retour au pouvoir des démocrates sud-coréens pourrait remettre en cause la dynamique positive de la relation avec l'allié

américain et le voisin japonais, dans un pays où les alternances politiques ont un impact majeur sur la politique étrangère. Le Parti démocrate, connu pour ses positions plutôt conciliantes avec la Chine et son ouverture vers Pyongyang, pourrait se positionner en retrait sur la question taïwanaise pour ménager Pékin.

Corée du Nord : la nouvelle donne stratégique

Léonie Allard

Élu en 2024 comme le candidat de la « paix par la force », Donald Trump a souligné sur son réseau *Truth Social* qu'il n'y aurait « pas d'adoucissement » de son approche vis-à-vis de la Corée du Nord. Après une première phase de tensions, l'administration Trump I avait suscité un certain espoir grâce à sa stratégie visant à obtenir le gel temporaire des essais nucléaires et balistiques nord-coréens en vue d'un accord de plus longue durée qui devait voir l'abandon par Pyongyang des armes de destruction massive. Mais les deux leaders se sont finalement quittés en 2019 sans accord. Depuis, malgré le régime de sanctions internationales le plus paralysant du monde, la Corée du Nord continue d'œuvrer à normaliser son statut d'État nucléaire, tout en cherchant à sortir de son isolement. En 2025, l'administration républicaine entrante fait face à une nouvelle donne. Elle doit maintenant traiter la Corée du Nord dans un contexte d'imbrication entre les théâtres européen et indopacifique mais aussi gérer la possibilité accrue de conflits simultanés dans ces deux régions.

Premier mandat : l'échec des sommets Kim/Trump

La séquence de négociations de 2018-2019 offre des enseignements sur la méthode Trump. Quelques mois après son investiture et en réponse à la campagne d'essais nucléaires et balistiques de 2016-2017, Trump avait menacé de faire tomber « le feu et la fureur » (*fire and fury*) et de « détruire totalement » la Corée du Nord. Puis, il avait finalement accepté l'offre de rencontre proposée par Kim Jong-un en 2018, *via* la Corée du Sud. Les sommets de Singapour en juin 2018 et de Hanoï en février 2019 ont été marqués par une forte personnalisation des négociations entre Trump et Kim, et l'abandon de fait de la multilatéralisation de la crise nucléaire nord-coréenne. Trump est susceptible de poursuivre cette approche bilatérale qui pourrait avoir des incidences sur les intérêts européens du fait de l'imbrication des théâtres.

L'accord conclu lors du sommet de Singapour n'aura finalement permis qu'une seule année de gel des essais, en 2018. L'absence de consensus à l'issue de la rencontre de Panmunjom en juin 2019 a montré à quel point le programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord est devenu non négociable pour le régime, tandis que la volonté de Kim Jong-un d'engager

une négociation avec Trump, sur des termes similaires, a sans doute aujourd'hui fait long feu. En témoignent les déclarations des médias d'État nord-coréens considérant que Trump « n'a pas apporté de changements positifs substantiels¹ ».

Les nominations de Trump offrent quelques pistes sur sa future stratégie. Richard Grenell, ancien directeur par intérim du Renseignement national et ancien ambassadeur en Allemagne lors du premier mandat de Trump, est « l'envoyé présidentiel » sur les « zones à risque, dont le Venezuela et la Corée du Nord ». Proche de Trump, il mène depuis plusieurs mois des missions *ad hoc* pour le compte du futur président. Au-delà de Grenell, les lignes directrices du premier mandat devraient être maintenues du fait du retour de personnalités impliquées dans la rédaction de la Stratégie indopacifique de 2017, qui demeure le fil conducteur des activités américaines dans la région. Elbridge Colby, sous-secrétaire à la politique de défense, y avait participé ainsi qu'Alex Wong, conseiller à la sécurité adjoint.

L'affirmation de Pyongyang pousse Washington à adapter sa stratégie

Depuis le premier mandat de Trump, Kim Jong-un a sanctuarisé le statut de puissance nucléaire dans la Constitution nord-coréenne, renforcé ses capacités technologiques nucléaires et balistiques adoptant une stratégie plus coercitive et offensive. En réponse, la *Missile Defense Review* (MDR) américaine de 2022 a promu la logique de « dissuasion par déni », c'est-à-dire l'amélioration des capacités défensives, grâce aux systèmes de défense antimissiles. La Commission bipartisane pour la posture stratégique chargée d'examiner la politique nucléaire américaine de 2023, tout comme l'ancien rédacteur de la MDR sous Trump I, Rob Soofer, appellent également à renforcer significativement la défense antimissile balistique durant le second mandat.

La Corée du Nord profite aussi des faiblesses russes en Ukraine depuis 2022. En échange de la fourniture d'artillerie, d'obus, de missiles et désormais de troupes, la Russie pourrait soutenir la Corée du Nord à travers le transfert de capacités spatiales et balistiques. Cette tendance de fond devrait perdurer comme l'indique le traité de défense mutuel signé par Poutine et Kim en juin 2024. La prochaine administration américaine devra ainsi mieux prendre en compte la capacité de ses adversaires à se coordonner et soutenir leurs intérêts respectifs sur différents théâtres.

1. « Whether Second Hand of DPRK-U.S. Confrontation Stops or Not Depends on U.S. Act: KCNA Commentary », KCNA (Agence centrale de presse coréenne), 23 juillet 2023.

Ainsi, tout engagement futur entre Kim et Trump ne sera pas sans impact sur la relation transatlantique et sur la guerre en Ukraine. L'Europe, et surtout la France du fait de son statut d'État doté de l'arme nucléaire et de puissance de l'Indo-Pacifique, doit intégrer cette nouvelle donne dans sa politique extérieure. La prise en compte du soutien de la Corée du Nord, comme de celui de la Chine, à la Russie est décisive pour le devenir de l'Ukraine et de la sécurité européenne.

L'alliance américano-philippine : pivot de la stratégie de Trump II en Asie du Sud-Est

Juliette Loesch

Le renforcement de l'alliance entre les Philippines et les États-Unis illustre la place centrale de Manille dans la stratégie américaine en Indo-Pacifique. Amorcée dès le premier mandat de Donald Trump, cette dynamique suscite néanmoins des interrogations quant aux marges de manœuvre dont disposeront les Philippines face aux choix de la nouvelle administration. Par contraste, les autres États d'Asie du Sud-Est adoptent une approche plus prudente envers Washington, tout en multipliant les efforts pour diversifier leurs partenariats, notamment avec des acteurs non occidentaux.

Un partenariat renforcé entre les Philippines et les États-Unis

Les relations entre Manille et Washington se sont considérablement renforcées depuis 2016, en dépit de l'anti-américanisme affiché du président Rodrigo Duterte (2016-2022) et de ses efforts pour se rapprocher de la Chine. Des critiques à l'encontre de sa politique pro-chinoise ont mis en lumière le peu de soutien de son administration : ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères ont exprimé leur inquiétude face au harcèlement chinois en mer de Chine méridionale, d'autant que cette nouvelle proximité avec Pékin n'a pas généré les retombées économiques espérées. De plus, ces mêmes ministres se sont montrés sensibles à l'intégration dans la « Position des États-Unis sur les revendications maritimes en mer de Chine méridionale » (2020) des conclusions rendues par le tribunal arbitral de La Haye en 2016, donnant raison aux Philippines.

Côté américain, la perspective d'un rapprochement entre les Philippines et la Chine a incité les États-Unis à redoubler d'efforts envers leur allié, dont l'importance ne saurait être minimisée dans un contexte de compétition sino-américaine accrue en Indo-Pacifique. En visite à Manille en mars 2019, le secrétaire d'État Mike Pompeo, clarifiait les modalités d'application du traité de défense mutuelle, en affirmant que toute attaque armée contre des forces philippines en mer de Chine méridionale activerait les obligations de défense mutuelle. Par cette déclaration, Pompeo envoyait un triple message : à la Chine, d'abord, lui intimant de faire preuve de

retenue ; aux dirigeants philippins, ensuite, supposés être rassurés quant à la solidité de l'alliance ; aux autres partenaires d'Asie du Sud-Est, enfin, avides de réassurance quant à la continuité de l'engagement américain dans l'architecture régionale de sécurité.

Cette dynamique de rapprochement a été confirmée par les administrations Biden et Marcos Jr., qui n'ont eu de cesse de conforter la place de Manille dans le « treillis » (*latticework*) d'alliances tissé par les États-Unis en Indo-Pacifique, que ce soit par l'extension de l'accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA), signé en 2023, ou par l'implication croissante des Philippines dans des formats minilatéraux lancés par les États-Unis avec le Japon, l'Australie ou encore la Corée du Sud.

Consciente de ses capacités de défense limitées², Manille mise sur la pérennité de l'alliance sous Trump II pour assurer la protection de ses intérêts, notamment en mer de Chine méridionale. La nomination de personnalités conservatrices aux postes clés des Affaires étrangères (Marco Rubio) et de la Sécurité nationale (Mike Waltz) est donc de nature à rassurer les diplomates et militaires philippins.

Le retour probable à une approche transactionnelle et unilatérale n'est cependant pas sans risque pour Manille : contrairement à l'administration Biden, qui avait privilégié la concertation, les marges de manœuvre des Philippines seront certainement réduites à un alignement strict sur les positions de leur allié en Asie du Sud-Est.

L'Asie du Sud-Est tentée de déprioriser ses relations avec Washington

L'éventualité d'une politique américaine plus conflictuelle envers la Chine suscite de vives inquiétudes parmi les pays de la région. Bien que la guerre commerciale entre les deux puissances ait ouvert des opportunités de développement, notamment pour le Vietnam qui a largement profité de la réorganisation de chaînes de production, l'intensification attendue de la rivalité sino-américaine dans les quatre ans à venir risque d'accentuer la pression sur les États d'Asie du Sud-Est pour un alignement plus marqué. Une telle dynamique pourrait compromettre leurs stratégies visant à développer simultanément leurs relations avec les deux rivaux.

Si la plupart des pays de la région continuent de considérer les garanties de sécurité apportées par les États-Unis comme souhaitables, en particulier dans un contexte de tensions croissantes en mer de Chine méridionale, certaines capitales affichent aussi clairement leur intention de prioriser les coopérations avec des puissances non occidentales. Le Premier

2. Les forces armées philippines sont parmi les moins bien dotées d'Asie du Sud-Est, avec un budget annuel de 4,38 milliards de dollars (US\$) pour 2025 (environ 4 % du budget total, en hausse de 6,4 % par rapport à 2024).

ministre malaisien Anwar Ibrahim n'a pas caché sa proximité avec Vladimir Poutine et devrait chercher à utiliser la présidence malaisienne de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2025 pour rapprocher l'association des BRICS+. Les nouveaux présidents vietnamien et indonésien ont également réservé leur premier voyage officiel à Pékin, avant Washington.

Une autre préoccupation découle des promesses répétées de Donald Trump d'augmenter les droits de douane pour les pays avec lesquels les États-Unis affichent une balance commerciale déficitaire, comme le Vietnam. De nouvelles mesures protectionnistes pourraient encore affaiblir la coopération économique, déjà peu développée avec l'Asie du Sud-Est, et ainsi gêner les efforts américains pour maintenir leur influence dans la région.

Inde/États-Unis : vers de nouveaux sommets ?

Sylvia Malinbaum et Isabelle Saint-Mézard

Durant son premier mandat, le président Trump a renforcé le partenariat stratégique entre l'Inde et les États-Unis. La solidité de ce partenariat, la convergence des intérêts indiens et américains dans l'Indo-Pacifique et, dans une moindre mesure, les affinités entre le président Trump et le Premier ministre Modi, ont permis de gérer les sujets de frictions, tout en continuant à approfondir la relation bilatérale. Delhi se montre donc optimiste à la veille du retour au pouvoir de Trump et mise sur le renforcement des liens avec son partenaire américain.

L'Inde, un partenaire essentiel pour l'administration Trump

Si l'administration Obama avait déjà amorcé un « pivot » vers l'Asie, Trump a, dès 2017, développé sa vision d'un espace indopacifique « libre et ouvert ». Cette stratégie indopacifique, dont l'objectif est d'abord de contenir l'expansion chinoise dans la région, a conduit à intensifier la coopération politico-militaire avec l'Inde, vue comme un indispensable contrepoids à la Chine. Dès 2017, l'administration Trump convainc son partenaire indien de relancer le Dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad) avec le Japon et l'Australie.

La relation indo-américaine a donc fortement progressé sous Trump I. Le partenariat global (*Global and Comprehensive Partnership*), signé en février 2020 à l'occasion de la visite du président américain en Inde, rend compte de la diversité des champs de coopération qui s'étendent de la défense aux nouvelles technologies, en passant par l'énergie, la santé, la culture ou encore les échanges universitaires. Les liens de défense ont connu les avancées les plus notables avec la création de l'exercice interarmées *Tiger Triumph*, la signature de deux accords de défense majeurs³ ainsi que l'assouplissement du contrôle à l'exportation pour certains armements américains.

3. Le *Communications Compatibility and Security Agreement* (2020) permet à l'armée indienne d'accéder à des équipements de communication sécurisés ; le *Basic Exchange and Cooperation Agreement for Geospatial Cooperation* (2020) facilite le partage de renseignement.

Toutefois, les années Trump ont aussi été marquées par un regain de tensions commerciales et migratoires avec l'Inde. Le président républicain a fortement critiqué l'Inde pour son régime protectionniste, qualifiant le pays de « roi des tarifs douaniers ». Son administration lui a ensuite retiré son statut de bénéficiaire du Système généralisé de préférences, donc un accès privilégié au marché américain, son premier marché à l'export. Les mesures imposées ou envisagées par la première administration Trump pour limiter l'accès des travailleurs migrants aux États-Unis⁴ ont aussi irrité New Delhi, alors que les trois quarts des détenteurs de visas H1B1, réservés aux travailleurs hautement qualifiés, sont indiens.

Vers un approfondissement du partenariat indo-américain

Si le gouvernement Modi craint un regain de tensions avec le retour de Trump, les récentes nominations au sein du futur gouvernement américain l'invitent plutôt à l'optimisme. Marco Rubio, nommé secrétaire d'État, Michael Waltz, nommé Conseiller à la sécurité nationale, ou encore Tulsi Gabbard, désignée à la Direction du renseignement national, sont tous trois partisans d'un renforcement du partenariat avec l'Inde.

Le Premier ministre Modi entretient une bonne relation avec son homologue américain et a fait partie des premiers dirigeants à féliciter « son ami » le président Trump pour « sa victoire électorale historique ». Delhi se réjouit également d'avoir un interlocuteur moins regardant que son prédécesseur sur la conduite de sa politique intérieure. Le président Biden avait notamment fait part de ses préoccupations s'agissant de la détérioration de la situation des droits humains.

En matière de politique étrangère, l'Inde voit d'un bon œil la volonté de Trump de trouver une issue rapide au conflit ukrainien. Son refus de condamner l'invasion russe de l'Ukraine a été une source de tensions avec l'administration Biden. L'Inde, qui a significativement augmenté ses achats de pétrole à Moscou depuis le début des combats, nourrit un partenariat de longue date avec la Russie, son principal fournisseur d'armement. Delhi espère que l'administration Trump II lâchera du lest sur ce dossier, ce qui lui permettrait de regagner des marges de manœuvre dans sa relation avec Moscou.

Le gouvernement Modi n'est toutefois pas sans craindre l'imprévisibilité qui caractérise Donald Trump. Redoutant notamment une escalade de la rivalité sino-américaine et ses conséquences potentielles sur la sécurité régionale, l'Inde craint aussi de subir d'intenses pressions pour se conformer plus systématiquement aux positions états-uniennes.

4. Les États-Unis accueillent 2 millions d'immigrants indiens et 3,3 millions d'Américains d'origine indienne (2020).

Un alignement renforcé avec les États-Unis compliquerait la difficile relance de sa relation bilatérale avec la Chine (entamée depuis l'automne 2024), en plus de mettre à mal sa stratégie de multi-alignement et son ambition d'être la voix du « Sud global ».

Delhi s'inquiète également de la survie du récent partenariat autour des technologies critiques et émergentes (iCET) signé sous Biden, ou tout du moins, craint que la nouvelle administration américaine, plus transactionnelle, n'exige davantage de contreparties à toute nouvelle concession commerciale ou technologique des États-Unis.

Enfin, les poursuites pénales engagées par la justice américaine contre un ancien agent du renseignement indien accusé d'avoir commandité l'assassinat d'un militant séparatiste sikh à New York, constituent un dossier sensible, susceptible de « polluer » la relation bilatérale, s'il n'est pas géré avec souplesse et discrétion.

Australie : verrouiller l'alliance stratégique avec Washington

Céline Pajon et Françoise Nicolas

Le premier mandat de Donald Trump, marqué par une confrontation intense avec Pékin sur les questions commerciales et technologiques, ainsi que par une imprévisibilité du président américain n'hésitant pas à malmenager ses alliés, a été vécu avec anxiété par le gouvernement australien. L'Australie est aujourd'hui mieux préparée au retour de Trump. La relation commerciale est plus équilibrée et l'alliance est sortie renforcée de l'accord AUKUS. Toutefois, l'administration progressiste à Canberra se retrouve dans une position inconfortable face aux orientations politiques illibérales du gouvernement républicain à Washington.

Après Trump I, une Australie mieux préparée

L'Australie avait adopté une approche pragmatique face à Trump I, combinant fermeté discrète, désaccords polis en public et renforcement des liens interpersonnels entre dirigeants. Les Premiers ministres libéraux Malcolm Turnbull (2015-2018) et Scott Morrison (2018-2022) avaient réussi à établir des liens personnels avec le président Trump, l'un s'appuyant sur leur attrait commun pour l'approche transactionnelle et l'autre sur une politique climatique peu soucieuse des objectifs internationaux de décarbonation.

L'Australie avait été largement épargnée par les mesures punitives imposées à d'autres pays comme le Japon ou la Corée du Sud, bénéficiant d'exemptions de droits de douane sur l'acier et l'aluminium, grâce à son faible volume d'exportations de ces produits et au lobbying du Premier ministre Turnbull.

Les Australiens apparaissent donc relativement confiants à l'aube du deuxième mandat de Trump. La politique américaine de repli sur la protection des intérêts nationaux étroitement définis, au détriment de ses alliés (*America First*), est désormais anticipée. De plus, l'Australie devrait être perçue de manière relativement favorable par le président républicain, compte tenu de ses priorités politiques. Canberra enregistre en effet un déficit commercial avec Washington, elle s'approvisionne largement auprès des États-Unis pour ses achats d'armements, ne peut être accusée de manipuler son taux de change et détient des montants importants de bons

du Trésor américain. L'Australie coche ainsi toutes les cases pour être considérée comme un allié à ménager.

Une alliance de sécurité plus intégrée

L'approche transactionnelle des alliances sous Trump I avait poussé la communauté stratégique australienne à envisager un « plan B » pour sa sécurité en cas de défaillance américaine. Depuis, Canberra a renforcé sa posture en augmentant son budget de défense (avec un objectif de 2,4 % du PIB d'ici 2033) et en travaillant à l'intégration de son alliance avec Washington. L'enjeu pour l'Australie est de prouver qu'elle est un allié capable et utile aux États-Unis, tout en assurant le soutien continu de l'administration Trump au partenariat AUKUS, duquel l'Australie espère obtenir des sous-marins à propulsion nucléaire. Bien que le vice-président Vance se soit dit « grand fan » d'AUKUS, Trump ne s'est pas encore exprimé sur le sujet.

Les chantiers navals américains sont déjà sous tension et l'administration républicaine pourrait choisir de donner la priorité aux besoins nationaux. Canberra doit donc démontrer qu'AUKUS est bénéfique pour les intérêts américains, notamment en soulignant qu'il pourrait rapporter 250 milliards de dollars à l'industrie navale états-unienne. L'Australie investit également massivement dans l'extension de bases navales et aériennes pour se positionner comme une plateforme clé de la projection de force américaine. En parallèle, Canberra renforce sa coopération avec ses alliés et partenaires de l'Indo-Pacifique, notamment le Japon, l'Inde, la Corée du Sud et les Philippines.

Défis à venir : une relation en porte-à-faux sur les valeurs

Le gouvernement travailliste d'Anthony Albanese, dont la personnalité contraste fortement avec celle de Trump, pourrait se trouver en difficulté face à certaines orientations illibérales annoncées par ce dernier.

Dans le domaine commercial, l'Australie, dont 45 % du PIB dépend des échanges commerciaux, souffrira des mesures protectionnistes du gouvernement républicain, des effets collatéraux de la guerre commerciale avec la Chine et des attaques contre le cadre commercial multilatéral.

Sur la question climatique, le climatosepticisme de Donald Trump et sa volonté de se retirer à nouveau des accords de Paris sont en contradiction avec les intérêts du gouvernement Albanese, qui s'est résolument engagé dans la transition verte. Ce dernier a d'ailleurs postulé pour accueillir la COP31 en 2026 et avait cherché à faire de la politique climatique et énergétique le troisième pilier de la relation bilatérale.

Pour l'heure, Canberra ne peut compter sur un réseau de relations solides et de confiance avec la nouvelle équipe de Trump. Des personnalités pro-australiennes de la première administration, comme James Mattis et John Kelly, ne sont plus présentes. De plus, l'inimitié entre Donald Trump et Kevin Rudd, ancien Premier ministre et actuel ambassadeur d'Australie à Washington, est de notoriété publique, Trump ayant indiqué que son temps en tant qu'ambassadeur sous son mandat serait limité.

Les élections fédérales australiennes au printemps 2025 pourraient offrir à Trump l'occasion d'exercer une nouvelle pression sur son allié, en promouvant des candidats populistes et « Trump-compatibles ».

Trump II et le Pacifique insulaire : continuité stratégique face à la Chine

Christian Lechervy

L'engagement américain dans le Pacifique restera une priorité pour Washington face à la Chine, même si les modalités d'action, notamment financières et d'aide au développement, seront adaptées.

Trump accueilli favorablement dans le Pacifique insulaire

Durant la campagne visant à élire le 47^e président des États-Unis, les dirigeants des États insulaires du Pacifique se sont bien gardés de marquer une préférence pour l'un ou l'autre des candidats.

Cette prudence est d'autant mieux venue que les territoires américains du Pacifique (Guam, Hawaï, Mariannes du Nord, Samoa américaines) ont massivement voté pour Donald Trump. Dès les primaires républicaines, l'ex-locataire de la Maison-Blanche s'est imposé dans le Pacifique avec 100 % des voix des délégués à Guam et aux Samoa américaines, 97 % à Hawaï et 90 % aux Mariannes du Nord. Les succès du printemps se sont confirmés dans les urnes à l'automne. Pour la première fois, les trois représentants des territoires non incorporés au Congrès sont des républicains. Aux Mariannes du Nord, Kimberly King-Hinds a mis un terme à seize années de représentation démocrate. À Guam, l'adhésion au projet républicain n'a pas même été freinée par les propos passés du président Trump qui avait répondu que ce territoire « n'est pas les États-Unis » alors qu'on lui rapportait des menaces nord-coréennes sur celui-ci. Toutefois, à Hawaï, Kamala Harris a été soutenue par 60,6 % des électeurs et la sénatrice démocrate Mazie Hirono a été facilement réélue.

Au-delà du clivage républicain-démocrate, la politique américaine vis-à-vis de l'Océanie demeurera un consensus bipartisan par bien des aspects. En effet, les États et territoires micronésiens avaient déjà été identifiés par l'administration Trump I comme des aires de résistance à l'affirmation de la puissance chinoise. De hauts responsables y ont régulièrement été dépêchés comme le vice-président Pence (sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique [APEC] de Port Moresby en novembre 2018), le secrétaire à l'Intérieur Zinke (Forum des îles du Pacifique à Nauru en septembre 2018), le secrétaire d'État Pompeo à Pohnpei en août 2019 et le

secrétaire à la Défense Esper aux Palaos en août 2020. Par ailleurs, Donald Trump a reçu en mai 2019 dans le Bureau ovale les chefs d'État micronésiens, un geste sans précédent. Cet engagement diplomatique de haut niveau a été poursuivi par l'administration Biden et soutenu par des engagements financiers importants. Les États du Pacifique espèrent que le nouveau gouvernement américain maintiendra ce niveau d'engagement, même si de sérieux doutes pèsent sur la pérennité des budgets.

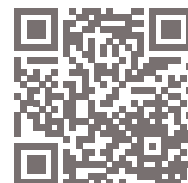
Les potentielles pierres d'achoppement entre Washington et les Océaniens

En 2018, l'administration Trump avait déjà tenté de réduire les dépenses budgétaires américaines dans le Pacifique de 18 %. Des ajustements budgétaires pourraient ainsi être apportés au paquet financier du nouveau Pacte des États librement associés (*Compacts of Free Association*⁵). En mars 2024, une enveloppe inédite de plus de sept milliards de dollars sur vingt ans a été promise aux États fédérés de Micronésie (EFM), aux républiques des Palaos et des îles Marshall. Des révisions à la baisse sont aussi envisageables sur d'autres lignes budgétaires. Joe Biden avait annoncé un programme d'aide de 810 millions de dollars sur dix ans aux États et territoires du Pacifique, dont 130 millions pour des projets de lutte contre le changement climatique, qui n'a pas encore reçu l'approbation finale du Congrès.

De nombreuses orientations politiques portées par le président républicain, à commencer par son climatocépticisme, entrent en conflit avec la stratégie *Blue Pacific 2050* du Forum des îles du Pacifique (FIP) et les attentes d'une région où devrait se tenir en 2026 la COP31. Il faudra également compter avec le mécontentement croissant des Océaniens concernant l'utilisation du Pacifique comme terrain des rivalités entre les États-Unis et la Chine. À ce titre, les dirigeants insulaires ont récemment exprimé leurs vives inquiétudes concernant les tirs de missiles balistiques intercontinentaux chinois (septembre 2024) et américains (novembre et décembre 2024).

Plus généralement, la militarisation manifeste de l'Océanie, et singulièrement de sa partie nord-ouest avec le redéploiement d'un contingent de 5 000 *Marines* d'Okinawa vers Guam et la modernisation des infrastructures militaires, inquiète populations et dirigeants de tout le bassin Pacifique. Au quotidien, les relations des États insulaires du Pacifique avec les grandes puissances sont devenues des enjeux géopolitiques mais aussi électoralistes. Or, dès 2025, des élections générales se tiendront au Vanuatu (16 janvier), aux EFM (4 mars), en Australie (d'ici fin mai), à Nauru (septembre), au Tonga (d'ici novembre), ainsi que les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie d'ici au 30 novembre.

5. Cet engagement mutuel renouvelé en 2024 pour deux décennies en matière de sécurité et de développement offre aux forces armées américaines un accès exclusif aux territoires des trois États micronésiens associés.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org